Chabal, Patrick *et al.* — *A History of Postcolonial Lusophone Africa*

London, Hurst, 2002, 339 p.

Elisabetta Maino

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/4868>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.4868

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2004

Pagination : 939-942

ISBN : 978-2-7132-2005-0

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Elisabetta Maino, « Chabal, Patrick *et al.* — *A History of Postcolonial Lusophone Africa* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 176 | 2004, mis en ligne le 17 avril 2008, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/4868> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.4868>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Chabal, Patrick *et al.* — *A History of Postcolonial Lusophone Africa*

London, Hurst, 2002, 339 p.

Elisabetta Maino

- 1 Cet ouvrage offre un panoramique sur l'histoire récente de « l'Afrique lusophone », appellation plus répandue que celle adoptée par les cinq Pays africains de langue officielle portugaise (PALOP). L'essai s'articule en deux parties : la première, rédigée par Chabal, est une approche thématique de l'ensemble des pays à travers une perspective comparative ; la seconde présente séparément les cinq pays, chacun par un spécialiste (David Birmingham : Angola ; Malyn Newitt : Mozambique ; Joshua Forrest : Guinée-Bissau ; Elisa Silva Andrade : Cap-Vert ; Gerhrard Seibert : São Tomé e Príncipe).
- 2 La problématique de Chabal est double : d'une part, repérer les caractéristiques communes à ces pays et, d'autre part, en éclairer les spécificités à la lumière de l'histoire contemporaine de l'Afrique, en la contextualisant eu égard du passé. Si la périodisation est relativement courte (1975-2000) elle est, en revanche, extrêmement dense. L'analyse comparative de l'évolution politique interroge les périodes de lutte anticoloniale, de décolonisation, de construction de l'État-nation et, enfin, de transition au multipartisme. L'auteur avance l'idée selon laquelle la spécificité de « l'Afrique portugaise », par rapport aux autres pays africains, réside dans la période de décolonisation plutôt que dans les respectives histoires coloniales (p. 31). La diversification des expériences postcoloniales estompe la similitude inter-palop, mais les rapproche au reste des pays d'Afrique (p. 41). L'idée prétend aller à contre-courant. Or, qui souligne une « communauté » particulière des pays en questions si ce n'est les tenants de la « lusophonie » comme matrice historico-culturelle ? La notion même de « lusophone » prête à discussion dans la mesure où elle renvoie bien plus qu'à une langue. Sa portée heuristique n'est cependant pas explicitée. La justesse des concepts est essentielle tant pour consolider la démonstration que pour éviter des contresens. Sous cet aspect, l'étude soulève des objections.
- 3 Le concept de décolonisation est-il pertinent ? Si la décolonisation est la période où les pays colonisateurs ont « préparé le transfert du pouvoir à leurs sujets africains », cette

démarche ne fut guère dictée par la volonté politique du Portugal, et n'a donc pas eu lieu dans ses colonies. Si la décolonisation est le résultat de la « guerre de libération nationale » menée par l'Angola, la Guinée-Bissau et le Mozambique, « fait nouveau en Afrique hormis pour l'Algérie » comme le souligne l'auteur (p. 18), ne faut-il pas alors la qualifier plutôt d'indépendance (comme pour l'Algérie) ? Quant au Cap-Vert et à São Tomé e Príncipe, où il n'y a pas eu de guerre de libération, le point commun avec les trois autres pays serait, dans ce cas, la contemporanéité de reconnaissance de leur indépendance. Parmi les facteurs communs de décolonisation, Chabal ajoute deux éléments : le fait qu'elle soit étroitement liée à la fin de la dictature salazariste (ce qui souligne donc la spécificité de la situation coloniale des palop) d'une part, et l'influence du « marxisme » sur les « nationalistes », d'autre part (p. 20). Faits indéniables, mais qui méritent d'être nuancés. Le premier ne fait qu'illustrer l'inadéquation de la notion de décolonisation : la question coloniale fut un levier central de la « révolution des Œillets » (la déclaration d'indépendance de la Guinée-Bissau en 1973 avait suscité une profonde fracture dans l'armée portugaise). Le coup d'État du 25 avril 1974 entraîna le retour précipité des troupes et des colons et la précarité de divers gouvernements provisoires. L'initiative des palop pour saisir la conjoncture historique et réclamer l'indépendance fut fondamentale. Ainsi, le départ des Portugais précéda et précipita les accords de reconnaissance d'indépendance, signés en dépit de l'hostilité des fractions conservatrices portugaises qui proposaient, elles, une décolonisation graduelle. Quant au paradigme téléologique du « nationalisme marxiste », il faudrait prendre une distance par rapport aux déclarations propagandistes programmatiques et distinguer les diverses composantes des mouvements de libération. La « radicalisation idéologique » fut favorisée tant par le contexte interne d'opposition à la dictature que par celui international (oua, pays non alignés, partis communistes, Bloc-Est, Chine, onu), dont l'appui était nécessaire pour légitimer les luttes de libération. L'auteur critique l'expectative idéologique de réussite d'un « projet de révolution populaire » qui aurait aveuglé les spécialistes des palop (pp. 18-19), tout en définissant lui-même ces pays comme « les plus appliqués » dans la mise en œuvre des orientations socialistes, aussi bien sur le plan économique qu'institutionnel (p. 25). Toutefois, l'abandon du projet de transition au socialisme témoignerait de la faiblesse des orientations idéologiques des palop (p. 58). Quelle est alors la portée de l'idéologie marxiste ? Et quelle est la part du léninisme, du maoïsme, du stalinisme, du socialisme africain, des théories de l'indépendance, etc. ?

- 4 Chabal, qui affirme la nécessité de prêter attention aux rapports État-société (p. 38), examine dans les chapitres suivants davantage les structures et les politiques étatiques, où le parti-État se taille le rôle de protagoniste, et ne fait apparaître la société qu'en pointillé, plus comme objet que sujet agissant.
- 5 Le propos se complexifie autour de ce que l'auteur appelle « l'État-nation africain, une création de l'État postcolonial » (p. 37). Ainsi, si la guerre anticoloniale a participé à la fois à la légitimation des leaders nationalistes et à l'invention du sentiment d'unité nationale (pp. 21-22), la construction de la nation n'a guère été aisée en raison du capital politique limité de leurs partis (p. 45). Peut-il y avoir nationalisme sans nation ? On peut partager l'idée que la lutte anticoloniale a contribué à la légitimation de la violence des guerres civiles en Angola et au Mozambique. En revanche, il est moins évident qu'elle ait contribué à la construction d'un État-nation, en ayant accentué les divisions « ethniques, religieuses, régionales » (p. 46). L'ambiguïté conceptuelle ne facilite pas ici la compréhension. L'efficacité de la guerre anticoloniale serait la

conséquence de l'unité nationale (p. 22). Or, si les causes de division s'enracinent dans le passé précolonial et colonial, l'union des forces anticoloniales avait comme objectif l'indépendance et non le projet politique d'un État-nation (le cas de Cabinda est paradigmatique). La lutte pour l'indépendance aurait plutôt contribué à masquer les divergences socio-politiques, dont la résurgence témoigne de la fragilité du sentiment d'unité nationale. Le cas de l'Angola et du Mozambique montre clairement que le projet politique n'était pas partagé par les divers groupes. Du reste, si la nation se définit par « une langue, une histoire, un sentiment communautaire, une religion et un territoire communs » (p. 54) point de salut pour bien des pays. Ne faut-il pas plutôt considérer l'inadéquation des concepts de nationalismes et d'État-nation ? L'objectif des guerres civiles n'était-il pas le contrôle de l'État tout court ?

- 6 L'argumentaire évalue la part de « l'orthodoxie socialiste » dans le contexte des conflits, dans la « création de la nation » ou la « construction du socialisme » (la politique économique) et dans les relations diplomatiques. Les écarts entre discours et pratiques varient selon le pays : l'auteur admet que « la signification de leurs contorsions idéologiques n'est pas claire » (p. 64). La question de l'idéologie n'est pas simple. Elle aurait la capacité performative d'orienter l'action programmatique des États, mais elle serait instrumentalisée par des pratiques de domination patrimonialiste » (p. 64). Or, l'instrumentalisation ne s'épuise pas dans le détournement, elle implique aussi la capacité des acteurs à s'adapter aux situations nouvelles en adoptant un autre discours ou d'autres pratiques. Par ailleurs, l'idéologie, plus qu'un « instrument de répression » (p. 101) est, au sens péjoratif, une doctrine de persuasion. Si l'autoritarisme relève du legs colonial (p. 42), le despotisme du parti-État trouve là des sources bien plus diffusées que celle des « régimes socialistes » (p. 88). En effet, de nombreux États ont adopté le modèle du régime totalitaire, quelle qu'en fût leur justification doctrinale ou leur forme (par exemple, la Côte-d'Ivoire, le Zaïre ou le Togo, mais aussi le Chili, le Brésil, l'Argentine, etc.).
- 7 Les dissimilitudes de trajectoire entre un cas et un autre permettent de classer les pays selon leur degré d'orthodoxie ou encore de patrimonialisme. Les dérives autocrates font effectivement bon ménage avec les « traditions africaines », c'est-à-dire, les ingrédients dont tout pays africain est doté : néo-patrimonialisme, clientélisme, corruption, inefficacité, etc., le tout dressé à la sauce ethnique et, pourquoi pas, un zeste d'opposition religieuse pour relever le plat. Cette toile de fond a le mérite de rapprocher les palop des autres pays africains, dont la « crise » est, en définitive, similaire (pp. 88-89). Puisque ce qui compte c'est la capacité de redistribution des politiciens, l'échec des partis uniques serait dû à leur incapacité à garantir un développement économique durable et non aux carences démocratiques (pp. 89-90).
- 8 Finalement, la question nationale est ici réduite à une appropriation des ressources dans le cadre de l'État « africanisé », car le processus d'africanisation suppose le retour aux racines précoloniales (p. 35). Et peu importe que l'ouverture au libre marché ait accentué les « politiques du ventre », l'analyse fonctionne sur un postulat néo-culturaliste. Ainsi la « sortie du socialisme » vers le multipartisme aurait suivi un ordre chronologique qui coïncide avec le classement des pays par ténacité idéologique. L'Angola est le pire et le Cap-Vert le plus sage. Pourquoi ? Parce que « ces îles sont créoles et non pas africaines » (p. 91). Il est vrai que les Capverdiens ne se sont pas distingués par un comportement impeccable lorsqu'ils dirigeaient le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (paigc) qui a été à la tête des deux

pays jusqu'en 1980, date de leur séparation. Mais il était alors question d'individus et non pas de système comme les autres (p. 91). Et si São Tomé e Príncipe est aussi un pays créole, sa deuxième position est due au fait que, étant un peu plus africain, il aurait un système spécifique de clientélisme basé sur la « famille et [les] amis » qui diffère de celui centré sur le parti, propre aux trois autres palop (pp. 94-95, 102). Par exemple, en Guinée-Bissau, « un pays typiquement ouest-africain », le parti-unique a dû ménager ses pratiques de patronage avec le système « traditionnel » (pp. 95-97, 100). En Angola et au Mozambique, ainsi qu'en Guinée-Bissau, l'ouverture au multipartisme n'a pas entamé la légitimité du système néo-patrimonial, une fois que « la culture politique » favorise le mandat électoral de ceux qui contrôlent l'accès aux ressources étatiques, plutôt que celui de leurs adversaires (p. 102).

- 9 De plus, en dépit du fait qu'il y a des Créoles partout (pp. 108-111), qu'aucune des « cinq colonies [n']avait une élite préparée », que la politique de scolarisation y était similaire, et que l'administration portugaise était bureaucratique et inefficace (pp. 42-44), le Cap-Vert aurait hérité d'un fonctionnariat « compétent et dédié », tandis que São Tomé e Príncipe se serait effondré au départ des Portugais (pp. 72, 128). Ce sont là les contradictions générées par le croisement des stéréotypes. On est ainsi étonné d'apprendre que « les Créoles d'Angola sont souvent (mais pas toujours) de race mixte » (p. 110). Il y aurait donc des Créoles « purs » ?
- 10 Quant aux évaluations des transitions au multipartisme, les « nouveaux partis » ont inauguré moins une alternance (Guinée-Bissau) qu'une opposition (Cap-Vert et São Tomé e Príncipe) et les partis historiques n'ont pas été délégitimés par les élections (Angola et Mozambique). Chabal souligne les différences entre pays et s'explique le *statu quo* par le clientélisme ambiant instauré par l'élite patrimonialiste. Au fond, selon lui, c'est en termes de responsabilité politique qu'il faut envisager l'analyse du pouvoir, le multipartisme étant déjà un pas en avant vers la démocratie, dont le chemin reste ardu pour les pays africains (pp. 133-134).
- 11 Les cinq monographies ont une fonction de support documentaire. Elles sont à la fois autonomes et complémentaires avec la première partie. Chaque auteur aborde plus en détail les événements socio-politiques du pays, présentés en suivant un ordre chronologique. Les approches varient mais ne contredisent pas les analyses comparatives de Chabal. Remarquons, à ce sujet, la « sobriété » du texte sur le Cap-Vert qui déroge aux récits des déboires politiques au profit d'un style emprunté aux rapports d'évaluation à l'intention des bailleurs de fonds, sources auxquelles l'auteur puise ses références.
- 12 Une bibliographie indicative conclut l'ouvrage, qui aurait gagné à inclure une carte détaillée pour chaque pays plutôt qu'une carte les situant vaguement. Le projet du livre est intéressant : le comparatisme a le mérite d'illustrer la diversité d'expériences des cinq États indépendants et de relativiser ainsi les logiques néo-fonctionnalistes.